

À Marseille, l'école catholique ne connaît pas encore la crise

Contrairement à d'autres départements, le nombre d'élèves inscrits dans le privé, primaire et secondaire confondus, n'a pas baissé à la rentrée

L'enseignement catholique ne connaît pas la crise. À Marseille, du moins. Alors que les écoles cathos ont perdu au plan national 8 723 élèves en un an - soit une baisse de 0,42% - pour la première fois depuis dix ans - les effectifs des établissements marseillais sont légèrement en hausse en ce début d'année. "On a même constaté une augmentation de 100 élèves dans le secondaire", explique la direction diocésaine de l'enseignement catholique. On recense ainsi 24 183 collégiens et lycéens. Avec 13 252 inscrits, les effectifs du premier degré baissent, eux, de 69 élèves. Au final, 37 435 élèves sont scolarisés à ce jour dans l'enseignement catholique sur le secteur diocésain Marseille-Aubagne-La Ciotat contre 37 389 l'an dernier.

Marseille serait l'un des trois seuls départements, avec l'Orne et la Vendée, à connaître ce phénomène de hausse. "Il y a sans doute un problème économique à cette situation nationale", observe Michel Lopez, directeur général du Cours Bastide (6^e). Et la situation liée à la crise sanitaire, avec la peur de l'avenir, n'y serait pas étrangère. "Des familles ont parfois changé d'avis après avoir retiré leurs dossiers d'inscription dans le courant de l'été, ce qui arrive rarement", reconnaît le responsable d'établisse-

"Nos listes d'attente sont pleines."

MICHEL LOPEZ, COURS BASTIDE

ment qui compte 1100 élèves. Mais la demande est tellement forte que les quelques défections sont vite compensées par les nouvelles arrivées.

Le Cours Bastide concentre la plus grosse demande dans le primaire. Il est d'ailleurs envisagé de créer sept classes de plus dans les sept ans qui viennent, soit une ouverture par niveau chaque année. "Nos listes d'attente sont pleines, à la fois dans le primaire et le secondaire", constate Michel Lopez qui souhaiterait voir, à l'avenir, des éta-



Implanté en centre-ville, le Cours Bastide concentre la plus grosse demande dans le primaire. Il est envisagé de créer sept classes de plus dans les sept ans qui viennent.

/PHOTO GEORGES ROBERT

blissements catholiques se développer dans des lieux où la démographie est annoncée comme montante. Notamment dans les 5^e, 6^e, 7^e et 8^e arrondissements et tout autour de la couronne marseillaise. Au lycée Lacordaire (13^e), l'un des points phares de l'institution privée marseillaise, Pierre-Jean Collomb se veut tout aussi rassurant. "On a eu une légère baisse uniquement dans le premier degré", indique le directeur général. Mais les demandes sont importantes chez nous, à tous les niveaux, aussi bien dans le primaire que le secondaire, et on travaille déjà sur les prochaines pré-inscriptions". Pour expliquer ce succès qui contraste avec le fléchissement relatif observé sur le plan national, Pierre-Jean Collomb met en avant "le suivi des élèves et le travail avec les équipes d'encadrement". Ainsi que la "proximité d'une relation rassurante face aux incertitudes de l'avenir".

"Il n'y a pas seulement l'image ou l'histoire, conclut-il. Il y a aussi et surtout une identité forte qui fait que parents et enfants adhèrent à un projet".

Philippe FANER

Un effet direct du Covid

Sur le plan national, on parle des premiers effets de la crise sanitaire et économique due au Covid. Pour la première fois depuis dix ans, les effectifs de l'enseignement catholique sont en baisse. C'est très net dans le 1^{er} degré (maternelle et primaire) avec une perte de 14 855 élèves, soit 1,5% des effectifs, en particulier en maternelle. La hausse des inscriptions dans le second degré (+ 6 915 collégiens, lycéens et étudiants) ne compense pas la chute. L'enseignement catholique français a donc perdu 8 723 d'élèves en un an, soit une baisse de 0,43%. Les responsables catholiques interprètent cette situation comme l'une des "conséquences de la crise sanitaire". Où l'on a vu des familles privées de ressources (artisans, commerçants...) ces derniers mois à cause de la perte d'activité.

Ce qui a conduit parfois à une valse-hésitation au moment de la première inscription, payante, dans le privé. "Des parents peuvent se dire: on pourra attendre l'an prochain pour inscrire notre enfant", glisse un responsable d'encadrement qui analyse la situation des autres territoires. Le coût des frais de cantine, parfois plus élevés dans certains départements (autour de 10 euros en Côte d'Or), est l'une des autres explications avancées dans un contexte de situation sanitaire sous tension. À Marseille, le repas coûte un peu plus de 7€, moitié moins dans le public grâce à la prise en charge de la mairie. À raison d'une quinzaine de repas par mois, voilà qui pèse quand les revenus des parents baissent. Surtout quand on a plusieurs enfants scolarisés.

Depuis 2017, la tendance est à la baisse dans le premier degré sur le plan national (-33 000 élèves entre 2017 et 2018, - 53 000 entre 2019 et 2020). Une baisse normalement compensée par la hausse du second degré. Même si cette tendance, selon l'Union des réseaux congréganistes de l'enseignement catholique, doit être "deux fois moins forte en 2022 et 2023".